

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
10 mars 2011
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-cinquième session
Points 34, 39, 66 et 75 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-sixième année

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et sur le développement**

La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

**Responsabilité de l'État pour fait
internationalement illicite**

**Lettre datée du 7 mars 2011, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de donner suite à la lettre datée du 28 février 2011 que le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies a adressée au Secrétaire général (A/65/764-S/2011/104).

Cette communication est une tentative de réponse maladroite à la lettre que je vous ai adressée au sujet du dix-neuvième anniversaire du massacre perpétré par les forces armées arméniennes à l'encontre de la population civile et des défenseurs azerbaïdjanais de la ville de Khojaly située dans la région de Daghlyq Garabagh (Haut-Karabakh), en République d'Azerbaïdjan (A/65/755-S/2011/92). En réalité, la lettre du Représentant permanent de l'Arménie est une nouvelle illustration de la falsification ingénieuse et flagrante à laquelle la partie arménienne se livre pour nier obstinément des faits irréfutables qui attestent sa responsabilité dans les crimes commis à Khojaly.

Tout en accusant l'Azerbaïdjan d'alimenter ce qu'il appelle la « propagande antiarménienne » et la « haine contre les Arméniens » et en se livrant à des interprétations ambiguës, motivées par des considérations politiques et sans fondement des événements de Khojaly, le Représentant permanent de l'Arménie s'abstient en même temps de commenter les vues exprimées par la Cour européenne des droits de l'homme et par des organisations non gouvernementales



internationales ayant une autorité reconnue et, qui plus est, il omet de clarifier les révélations faites par des hauts responsables de son pays et par des personnes directement mêlées aux crimes, qui admettent eux-mêmes sans équivoque leur culpabilité pour l'extermination des habitants et des défenseurs de Khojaly.

Serge Sargsian, Ministre de la défense de l'époque et actuel Président du pays, a ainsi reconnu, sans éprouver le moindre remords, qu'« avant Khojaly, les Azerbaïdjanais étaient persuadés que les Arméniens ne lèveraient jamais la main sur la population civile. Nous les avons détrompés. » (Thomas de Waal, *Black Garden: Armenia and Azerbaijan through Peace and War* (New York et Londres, New York University Press, 2003), p. 172).

À cet égard, il convient de noter en particulier que les événements de Khojaly sont survenus à un moment où l'actuel Président de la République d'Arménie était à la tête du « Comité des forces d'autodéfense » du régime séparatiste illégal et qu'il était donc l'un de ceux qui étaient responsables de la prise de cette ville par la force.

Dans un livre dédié à son frère, qui est également l'un des responsables du massacre de Khojaly, l'auteur arménien Markar Melkonian a décrit de manière détaillée comment les soldats arméniens avaient tué les civils de Khojaly. Il indique par exemple que certains habitants de Khojaly qui avaient fui s'étaient crus en sécurité en se retrouvant à une dizaine de kilomètres de la ville, mais que les soldats arméniens les ont rattrapés. Toujours d'après M. Melkonian, les soldats ont alors dégainé les poignards qu'ils portaient depuis si longtemps à la hanche et ont commencé à frapper (*My Brother's Road: An American's Fateful Journey to Armenia* (Londres et New York, I. B. Tauris, 2005), p. 213 et 214).

Répondant à l'interprétation manifestement erronée des indications données dans le rapport de Human Rights Watch/Helsinki de 1992 sur les événements de Khojaly par la partie arménienne, la Directrice exécutive de cette organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme a fait observer ce qui suit dans la lettre qu'elle a adressée le 24 mars 1997 au Ministre des affaires étrangères de l'Arménie : « Nous estimons que les forces arméniennes du Karabakh sont directement responsables de la mort des civils. En effet, ni notre rapport ni celui du Centre ne présente aucune preuve de nature à étayer l'argument selon lequel les forces azerbaïdjanaises ont empêché les civils azéris de s'enfuir ou ont tiré sur eux. » (Le texte de la lettre de la Directrice exécutive de Human Rights Watch peut être consulté sur le site de l'organisation, à l'adresse : <http://www.hrw.org/en/news/1997/03/23/response-armenian-government-letter-town-khojaly-nagorno-karabakh>.)

En outre, les médias ont diffusé des informations horribles sur le massacre des habitants et des défenseurs de Khojaly, victimes de tirs aveugles et d'autres brutalités de la part des assaillants arméniens (on trouvera de plus amples informations à ce sujet dans le document E/CN.4/2002/151).

L'analyse globale des causes et des conséquences tragiques de la guerre déclenchée par la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan montre très clairement que le massacre délibéré de la population civile et des défenseurs de Khojaly n'était pas un acte isolé ou sporadique, mais qu'il s'inscrivait dans le cadre d'une politique systématique et de pratiques largement répandues officialisées par Erevan, qui tendent à encourager et à banaliser les atrocités et qui s'articulent autour des notions odieuses de supériorité raciale, de différenciation ethnique et de haine.

Le Gouvernement azerbaïdjanais est convaincu que les mesures cohérentes prises au niveau national, ainsi que le cadre juridique mis en place pour la répression des crimes internationaux et la traduction en justice de leurs auteurs devraient permettre d'obtenir des condamnations en vue de mettre fin à l'impunité pour les crimes perpétrés à Khojaly et d'autres infractions graves commises durant l'agression de la République d'Azerbaïdjan par la République d'Arménie.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 34, 39, 66 et 75 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Agshin Mehdiyev
